



N^o 144

Le 15 juin 1989

NAMIBIE: M. CLARK SE RÉJOUIT DU RAPATRIEMENT DES RÉFUGIÉS
ET RÉCLAME LA LIBÉRATION DE TOUS LES DÉTENUS

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a accueilli aujourd'hui avec satisfaction le rapatriement tant attendu de milliers de réfugiés namibiens amorcé le 12 juin. Il a aussi souhaité que de nouveaux progrès soient réalisés en vue de la libération de centaines de détenus politiques namibiens. Les collaborateurs de M. Clark ont discuté de ces deux questions avec le Secrétaire à l'information de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), M. Hidipo Hamutenya, en visite au Canada. Ce dernier a également rencontré M. Walter McLean, député et représentant spécial du gouvernement pour les affaires concernant l'Afrique australe et le Commonwealth.

"Tous les amis de la Namibie sont encouragés par la récente évolution vers l'établissement de conditions qui permettront la tenue d'élections libres et équitables. Mais nous ne serons satisfaits que lorsque tous les Namibiens pourront exercer leurs droits démocratiques, y compris ceux qui ont dû subir l'exil ou la détention en raison de leurs convictions", a déclaré M. Clark.

Selon le plan des Nations Unies pour la Namibie, le rapatriement de plus de 41 000 personnes réfugiées et exilées en Angola, en Zambie et dans d'autres pays devait commencer à la mi-mai sous l'égide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. L'opération a été retardée en attendant que l'administration sud-africaine en Namibie déclare une amnistie générale et abroge ses restrictions législatives, ce qu'elle a fait la semaine dernière après d'intenses négociations avec les Nations Unies. Le Canada a fourni 2 millions \$, sur un budget

.../2

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

global de plus de 40 millions réuni pour aider les victimes de longue date de l'occupation sud-africaine en Namibie à rentrer dans leurs foyers après une absence qui, dans certains cas, dure depuis 30 ans. Il faudra à cet égard veiller à rassurer les rapatriés et les autres Namibiens qui craignent d'être l'objet de manoeuvres d'intimidation.

Le plan des Nations Unies, prévoyait par ailleurs la libération, début juin, de quelque 280 présumés détenus politiques aux mains de l'administration sud-africaine et de la SWAPO en Angola et en Zambie. Le Canada - auquel se sont jointes l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Norvège- a pris l'initiative d'effectuer une série de démarches diplomatiques vers la fin du mois de mai, engageant vivement l'Afrique du Sud et la SWAPO à libérer tous les détenus et demandant à l'Angola, à la Zambie et au Zimbabwe d'exercer leurs bons offices dans cette affaire. Jusqu'à présent, la SWAPO a présenté publiquement environ 200 personnes, dont certaines ont été formellement identifiées comme étant des détenus libérés. De son côté, l'Afrique du Sud n'a pas encore libéré les personnes qu'elle détient, même si elle a autorisé des organismes internationaux à leur rendre visite. Par ailleurs, d'autres personnes manquent encore à l'appel.

Le Canada demande instamment à l'Afrique du Sud et à la SWAPO d'amplifier les mesures déjà prises et de mener à bonne fin le processus amorcé, car un règlement de cette question à l'entière satisfaction des Nations Unies faciliterait considérablement le cheminement de la Namibie vers l'indépendance.